

**Assemblée générale**

Distr. générale  
1<sup>er</sup> juin 1998  
Français  
Original: anglais

---

**Comité spécial chargé d'étudier la situation  
en ce qui concerne l'application  
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance  
aux pays et aux peuples coloniaux**

**Sahara occidental****Document de travail établi par le Secrétariat****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités .....	1–2	2
II. Bons offices du Secrétaire général .....	3–18	2
III. Examen par le Conseil de sécurité .....	19–23	5
IV. Examen par l'Assemblée générale .....	24–38	6
V. Autres faits nouveaux .....	39	9

## I. Généralités

1. On trouvera dans un précédent document de travail sur le territoire établi par le Secrétariat (A/AC.109/2087) un exposé détaillé de la situation et de l'évolution générale au Sahara occidental.

2. Des efforts intensifs ont été faits pendant la période considérée pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait depuis décembre 1995 le processus d'identification des électeurs qui seraient autorisés à participer au référendum au Sahara occidental. Ainsi, plusieurs séries de pourparlers directs ont eu lieu entre les deux parties, à savoir le Royaume du Maroc et le Front populaire pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front POLISARIO), au sujet du plan des Nations Unies pour le règlement du conflit au Sahara occidental (ci-après dénommé le «plan de règlement»<sup>1</sup>). Ces pourparlers directs, tenus sous les auspices de l'ONU, ont débouché sur les accords de Houston du 16 septembre 1997 et ont permis la reprise de l'opération d'identification le 3 décembre 1997.

## II. Bons offices du Secrétaire général

3. Conformément à la résolution 51/143 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1996, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée à sa cinquante-deuxième session un rapport sur la question du Sahara occidental daté du 26 septembre 1997 (A/52/364 et Add.1). Dans ce rapport, le Secrétaire général faisait le bilan des mesures qu'il avait prises en 1997 au titre de ses bons offices auprès des parties concernées, en étroite collaboration avec le Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), des activités du Représentant spécial par intérim et de l'Envoyé personnel du Secrétaire général menées d'entente avec les parties intéressées, et du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité qui récapitulait les efforts déployés pour débloquent le processus d'identification. Depuis la publication de ce rapport, le Secrétaire général, en étroite collaboration avec le Président en exercice de l'OUA, a continué d'exercer ses bons offices auprès des parties concernées.

4. Pendant la période considérée, conformément aux résolutions 1131 (1997) du 29 septembre 1997, 1133 (1997) du 20 octobre 1997 et 1148 (1998) du 26 janvier 1998, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité quatre rapports sur la situation concernant le Sahara occidental (S/1997/742 et Add.1, S/1997/882 et Add.1, S/1998/35 et S/1998/316).

5. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général en date du 24 septembre 1997 (S/1997/742 et Add.1), après la visite exploratoire qu'il avait effectuée dans la zone de la mission, l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. James A. Baker III, l'a informé qu'aucune des parties ne s'était montrée disposée à rechercher une solution politique autre que l'application du plan de règlement. Il a fait savoir qu'il serait nécessaire de discuter de la mise en oeuvre du plan avec les deux parties, mais que le seul moyen de déterminer de façon réaliste si celui-ci était applicable serait d'organiser des pourparlers directs entre elles, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a donc décidé d'inviter le Gouvernement marocain et le Front POLISARIO, ainsi que les deux pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie, à envoyer à Londres des représentants de haut niveau pour qu'ils tiennent séparément des consultations sur la question avec son Envoyé personnel les 10 et 11 juin 1997. Tout au long des consultations et des pourparlers directs qui ont suivi, M. Baker a été assisté par le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général, M. Erik Jensen, et ses deux adjoints, l'ancien Sous-Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique aux affaires africaines, M. Chester A. Crocker, et l'ancien Sous-Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique aux organisations internationales, M. John R. Bolton.

6. À Londres, l'Envoyé personnel a informé chacune des délégations des conclusions auxquelles il était parvenu à la suite de la visite exploratoire qu'il avait effectuée dans la zone de la mission. Il a expliqué qu'il faudrait organiser des pourparlers directs entre les deux parties afin de lever les obstacles à l'application du plan. Les pourparlers auraient un caractère privé, ne constitueraient pas une conférence internationale et dureraient aussi longtemps qu'il estimerait que des progrès étaient accomplis. L'Algérie et la Mauritanie, en qualité d'observateurs, seraient tenues informées de l'évolution de la situation, mais ne participeraient qu'aux discussions portant sur les questions qui les touchaient directement. Il a été convenu avec les deux parties et les deux pays observateurs que le caractère confidentiel des pourparlers serait pleinement assuré et qu'aucune question ne serait considérée comme ayant fait l'objet d'un accord définitif tant qu'il n'y aurait pas eu accord sur toutes les questions en suspens.

7. Conformément aux conditions énoncées à Londres, quatre séries de pourparlers directs ont eu lieu entre les deux parties sous les auspices de l'Envoyé personnel à Lisbonne (23 juin), Londres (19-20 juillet), Lisbonne (29-30 août) et Houston (Texas) (14-16 septembre).

8. Les premiers contacts officiels directs entre le Maroc et le Front POLISARIO sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ont eu lieu à Lisbonne le 23 juin 1997. Le premier point abordé a été le principal problème qui avait bloqué la mise en oeuvre du plan de règlement, à savoir l'identification des électeurs issus des trois groupements tribaux (désignés par H41, H61 et J51/52 dans le recensement réalisé en 1974 par l'Administration espagnole du territoire), dont les liens avec le territoire étaient contestés par le Front POLISARIO. À la fin de la première journée, l'Envoyé personnel du Secrétaire général a présenté une proposition pour concilier les positions des parties à propos du processus d'identification. Les deux parties ayant indiqué qu'elles devaient consulter leurs dirigeants avant de répondre à sa proposition, la réunion de Lisbonne a été suspendue le deuxième jour. Mais les deux parties ont donné leur réponse à l'Envoyé personnel dans les 48 heures qui ont suivi.

9. Ces premiers contacts ont débouché sur une seconde série de pourparlers directs qui se sont déroulés à Londres les 19 et 20 juillet 1997 et au cours desquels un accord est intervenu sur des questions concernant l'identification des électeurs potentiels. Aux termes de cet accord, les parties ne parraineraient ni ne présenteraient directement ou indirectement, aux fins d'identification, aucun membre des groupements tribaux, à l'exception des personnes figurant dans le recensement espagnol de 1974 et des membres de leur famille immédiate, mais les parties n'étaient pas tenues d'empêcher activement les personnes appartenant à ces groupements tribaux de se présenter elles-mêmes. Par ailleurs, les parties étaient notamment convenues que la MINURSO les notifierait des résultats à ce jour du processus d'identification, en indiquant le nombre de personnes identifiées mais sans mentionner de nom. Elles étaient également convenues que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) devrait entamer les préparatifs du processus de rapatriement des réfugiés conformément au plan de règlement.

10. Au cours de la troisième série de pourparlers directs entre les parties qui a eu lieu à Lisbonne les 29 et 30 août 1997, un accord était intervenu sur des questions relatives au cantonnement des forces marocaines et des forces du Front POLISARIO. Les parties étaient convenues que les forces armées royales marocaines seraient réduites et consignées en stricte conformité avec les dispositions du plan de règlement. Les parties, de même que l'Algérie et la Mauritanie, avaient également accepté un compromis proposé par l'Envoyé personnel sur la question en suspens du cantonnement des forces du Front POLISARIO. Ces forces seraient consignées ou cantonnées dans les emplacements et avec les effectifs désignés par le Représentant spécial, comme prévu dans le

plan de règlement, à condition toutefois que pas plus de 2 000 personnes ne soient cantonnées sur le territoire du Sahara occidental à l'est du mur et que pas plus de 300 personnes ne le soient sur le territoire mauritanien. Les forces du POLISARIO dépassant le nombre désigné par le Représentant spécial pour la consignation ou le cantonnement dans le Sahara occidental, à l'est du mur et en Mauritanie, seraient cantonnées sur le territoire algérien. Les emplacements des troupes qui seraient consignées sur le territoire algérien ou mauritanien seraient identifiés en coordination avec les autorités algériennes et mauritaniennes. Il a également été convenu que ce compromis ne pourrait en aucune manière modifier ou affecter les frontières internationalement reconnues du Sahara occidental. Au cours des pourparlers de Lisbonne, les deux parties ont réaffirmé qu'elles étaient résolues à appliquer les dispositions du plan de règlement en ce qui concernait les prisonniers de guerre et les prisonniers politiques, et ont accepté de coopérer pleinement à cet effet avec le Comité international de la Croix-Rouge et avec le juriste indépendant.

11. À l'issue de la quatrième série de pourparlers directs qui a eu lieu à Houston (Texas), du 14 au 16 septembre 1997, le Maroc et le Front POLISARIO sont parvenus à un accord au sujet d'un code de conduite pour la campagne référendaire et d'une importante déclaration sur les pouvoirs de l'ONU pendant la période de transition. Les parties sont également convenues d'une série de mesures concrètes à appliquer pour assurer la reprise du processus d'identification.

12. Dans son rapport du 24 septembre 1997, le Secrétaire général a observé que grâce à ces accords ainsi qu'à la bonne volonté et à l'esprit de collaboration qui avaient marqué les pourparlers, les principales questions litigieuses qui avaient empêché l'application du plan avaient été réglées de manière satisfaisante. Il a conclu que les conditions se trouvaient ainsi réunies pour s'engager sur la voie de l'application intégrale du plan de règlement. Il fallait espérer, toutefois, que les deux parties, ainsi que les deux pays observateurs, se montreraient, pour appliquer les accords, aussi coopératifs qu'ils l'avaient été pour y parvenir. Il a souligné qu'en dernier ressort, c'était seulement la ferme volonté des parties d'adhérer au plan de règlement et aux accords issus des pourparlers directs qui déterminerait s'il était possible d'atteindre les objectifs du plan. Cela étant, il a recommandé à la MINURSO d'entamer l'application du plan, en commençant par achever le processus d'identification. Il a indiqué que si ces recommandations étaient approuvées par le Conseil de sécurité, il enverrait une équipe technique dans la zone de la mission pendant la première quinzaine d'octobre pour réévaluer les ressources nécessaires pour déployer la MINURSO renforcée.

13. Le 13 novembre 1997, conformément à la résolution 1133 (1997) du Conseil de sécurité, et comme indiqué dans

son rapport du 24 septembre (S/1997/742), le Secrétaire général a soumis au Conseil un rapport d'ensemble (S/1997/882), comprenant notamment un plan détaillé, un calendrier et un état des incidences financières sur l'organisation du référendum en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément au plan de règlement et aux accords auxquels sont parvenues les parties pour son application. Selon ce calendrier, l'identification des personnes ayant demandé à participer au référendum devait s'achever le 31 mai 1998, la période de transition devait commencer le 7 juin 1998 (jour J) et le référendum devait se tenir le 7 décembre 1998.

14. Dans son rapport du 13 novembre 1997, ainsi que dans la lettre en date du 13 décembre 1997 qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1997/974), le Secrétaire général a également rendu compte des progrès accomplis dans l'application des diverses dispositions du plan de règlement, notamment des mesures préparatoires prises par la MINURSO pour assurer la reprise de l'opération d'identification avant le 1er décembre 1997. Le Représentant spécial par intérim a eu de longs échanges de vues avec les parties, qui se sont déclarées l'une et l'autre résolues à reprendre le processus d'identification dans les meilleurs délais et à procéder conformément aux mesures pratiques arrêtées lors de la quatrième série de pourparlers directs. Au cours de ces entretiens, les parties ont été informées de l'intention de la MINURSO d'ouvrir 12 centres d'identification, dont 9 opéreraient simultanément. La liste des chioukh admis à témoigner a été mise à jour et des dispositions ont été prises pour arrêter et approuver à l'avance une liste de suppléants. S'agissant des listes de convocation, les deux parties ont obtenu un délai d'une semaine pour vérifier les adresses actuelles des requérants et de trois semaines au maximum pour s'assurer que les personnes seraient informées, où qu'elles se trouvent. Les fichiers d'identification conservés à l'Office des Nations Unies à Genève ont été renvoyés à Laâyoune à la fin du mois d'octobre, les conditions à remplir pour la réouverture initiale de quatre centres d'identification ont été revues et des dispositions ont été prises avec les parties afin que les centres soient remis en bon état de fonctionnement. À la suite de ces préparatifs, la MINURSO a repris l'opération d'identification le 3 décembre 1997, comme prévu.

15. Le 26 décembre 1997 (S/1997/1023), le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité de son intention de nommer M. Charles F. Dunbar (États-Unis d'Amérique) au poste de Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental, nomination que le Conseil de sécurité a approuvée (voir la lettre que le Président du Conseil a

adressée au Secrétaire général le 30 décembre 1997, S/1997/1024).

16. Dans son rapport du 15 janvier 1998 (S/1998/35), le Secrétaire général a indiqué qu'au cours des sessions d'identification qui avaient eu lieu à Laâyoune pour les membres des groupements tribaux H41, H61 et J51/52, et dans les camps de Smara et Dakhla, dans la région de Tindouf, pour les membres des groupements tribaux J51/52, 3 927 personnes qui n'avaient pas été convoquées s'étaient présentées elles-mêmes à Laâyoune et 495 dans la région de Tindouf; et les jours suivants, 8 613 personnes, pour l'essentiel du groupement H61, s'étaient également présentées à Laâyoune. Le Front POLISARIO avait protesté, déclarant que le Maroc agissait en contravention des accords de Houston concernant le parrainage des personnes non convoquées. En consultation avec son Envoyé personnel et en application des accords de Houston, le Secrétaire général avait décidé de donner pour instructions à la MINURSO d'identifier dès que possible les personnes qui, sans avoir été convoquées, s'étaient présentées pendant les journées de convocation de leurs groupes tribaux respectifs. Il avait également décidé que les sessions d'identification qui devaient se tenir initialement à Tan Tan et Goulemine, pour les personnes résidant dans le nord du Maroc, auraient lieu dans deux localités situées dans le nord du pays qui comptaient plus de 10 000 résidents, à savoir El Kelaa des Sraghna et Sidi Kacem.

17. Dans une lettre au Président du Conseil de sécurité datée du 19 février 1998 (S/1998/142), le Secrétaire général a informé le Conseil que son Représentant spécial nouvellement désigné, M. Dunbar, était arrivé dans la zone de la mission le 9 février 1998. À Rabat, il avait été reçu par S. M. le Roi Hassan II et de hauts fonctionnaires du Gouvernement marocain et, dans la région de Tindouf, par le Secrétaire général du Front POLISARIO et d'autres dirigeants. Il avait également rencontré les autorités algériennes à Alger et avait essayé d'aller à Nouakchott pour conférer avec les autorités mauritaniennes. L'opération d'identification avait dû être interrompue à plusieurs reprises du fait que des chioukh étaient tombés malades, à cause de tempêtes de sable, de différends entre les parties et d'une modification des procédures suivies à l'aéroport de Laâyoune pour l'arrivée et le départ des délégations du POLISARIO, qui avait exigé que les procédures suivies à l'aéroport de Tindouf pour les délégations marocaines soient modifiées de la même manière. Ces interruptions et un certain nombre d'autres facteurs avaient contribué à un accroissement perceptible de la tension entre les deux parties, qui avaient formulé quelques réserves concernant les décisions contenues dans le rapport du Secrétaire général en date du 15 janvier (S/1998/35) au sujet des

centres situés au Maroc et de l'identification des groupements tribaux H41, H61 et J51/52.

18. Dans son rapport du 13 avril 1998 (S/1998/316), le Secrétaire général a indiqué que si le nombre total de personnes identifiées avait atteint 101 772, il était toutefois peu probable que la date du 31 mai 1998 prévue pour l'achèvement de l'opération d'identification pourrait être respectée. Le retard tenait au ralentissement des activités d'identification en février et en mars ainsi qu'à l'absence de progrès dans le règlement des questions liées à l'identification de demandeurs provenant des trois groupes tribaux mentionnés plus haut. De surcroît, le climat de méfiance mutuelle n'était pas fait pour faciliter la tâche de la MINURSO. De l'avis du Secrétaire général, les mois de mai et de juin seraient déterminants pour l'achèvement avant la fin de juillet de l'identification de tous les requérants qui restaient à convoquer et le règlement du problème des trois groupements tribaux précités. Si, d'ici à la fin du mois de juin, l'opération d'identification et la recherche de solutions à la question litigieuse de ces groupes avaient progressé suffisamment, il soumettrait au Conseil, dans son prochain rapport, des recommandations relatives à une révision du calendrier d'exécution du plan de règlement, contenant des mesures préparatoires pour la mise en place de la Commission du référendum. Si, en revanche, aucune solution n'avait été trouvée au problème des trois groupes «contestés» et que de nombreux demandeurs appartenant aux tribus «non contestées» restaient également à identifier, il recommanderait au Conseil de sécurité de réexaminer la viabilité du mandat de la MINURSO.

### III. Examen par le Conseil de sécurité

19. Le Conseil de sécurité a examiné les rapports du Secrétaire général (S/1997/742 et Add.1, S/1997/882 et Add.1, S/1998/35 et S/1998/316) et a pris les mesures suivantes :

20. Le 29 septembre 1997, à sa 3821e séance, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1131 (1997), dont le dispositif se lit comme suit :

«1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 20 octobre 1997, comme le Secrétaire général l'a recommandé dans son rapport;

2. *Accueille favorablement* les autres recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général en date du 25 septembre 1997 et *se déclare prêt*

à envisager de nouvelles mesures conformément à ces recommandations;

3. *Décide* de demeurer saisi de la question.»

21. Le 20 octobre 1997, à sa 3825e séance, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1133 (1997), dont le dispositif se lit comme suit :

«1. *Demande* aux parties de poursuivre leur coopération constructive avec l'Organisation des Nations Unies en appliquant intégralement le plan de règlement et les accords auxquels elles sont parvenues afin de le mettre en oeuvre.

2. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 20 avril 1998, afin que la MINURSO puisse poursuivre sa tâche d'identification, et d'augmenter son effectif conformément à la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport;

3. *Prie* le Secrétaire général de commencer à identifier les personnes habilitées à participer au référendum conformément au plan de règlement et aux accords auxquels sont parvenues les parties, afin que le processus puisse s'achever d'ici au 31 mai 1998;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, le 15 novembre 1997 au plus tard, un rapport d'ensemble, comprenant notamment un plan détaillé, un calendrier et un état des incidences financières, sur l'organisation du référendum en vue de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental conformément au plan de règlement et aux accords auxquels sont parvenues les parties pour son application;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, tous les 60 jours après la date de prorogation du mandat de la MINURSO, un rapport sur l'application du plan de règlement et des accords auxquels sont parvenues les parties, et de le tenir régulièrement informé de toute évolution importante de la situation durant la période intérimaire;

6. *Décide* de rester saisi de la question.»

22. Le 26 janvier 1998, à sa 3849e séance, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1148 (1998), dont le dispositif se lit comme suit :

«1. *Approuve* le déploiement de l'unité de génie appelée à entreprendre les activités de déminage et du personnel administratif supplémentaire nécessaire pour appuyer le déploiement de personnel militaire

prévu à l'annexe II du rapport du Secrétaire général en date du 13 novembre 1997;

2. *Exprime* son intention d'examiner favorablement la demande d'adjonction des unités militaires et de police civile visées à l'annexe II du rapport du Secrétaire général en date du 13 novembre 1997, dès que le Secrétaire général lui aura fait savoir que l'opération d'identification a atteint un stade auquel le déploiement de ces unités est essentiel;

3. *Demande* aux deux parties de coopérer avec le Représentant spécial du Secrétaire général et de continuer à coopérer avec la Commission d'identification établie en application du plan de règlement, de façon que l'opération d'identification puisse être menée à bien dans les délais prévus, conformément au plan de règlement et aux accords auxquels sont parvenues les parties pour son application;

4. *Prie* le Secrétaire général de le tenir informé de tous faits nouveaux concernant l'application du plan de règlement;

5. *Décide* de demeurer saisi de la question.»

23. Le 17 avril 1998, à sa 3873e séance, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1163 (1998), dont le dispositif se lit comme suit :

«1. *Décide* de proroger le mandat de la MINURSO jusqu'au 20 juillet 1998, afin que celle-ci puisse poursuivre sa tâche d'identification en vue de l'achèvement du processus;

2. *Demande* aux parties de coopérer de façon constructive avec l'Organisation des Nations Unies, le Représentant spécial du Secrétaire général et la Commission d'identification créée en application du plan de règlement afin d'achever la phase du plan de règlement qui concerne l'identification des électeurs, ainsi que d'appliquer les accords conclus à cette fin;

3. *Note* que se poursuit le déploiement des unités du génie devant entreprendre des activités de déminage et du personnel administratif nécessaire pour appuyer le déploiement du personnel militaire, comme prévu à l'annexe II du rapport du Secrétaire général en date du 13 novembre 1997 (S/1997/882) ainsi que dans le rapport du 13 avril 1998;

4. *Déclare de nouveau* qu'il a l'intention d'examiner favorablement la demande d'adjonction des unités militaires et de police visées à l'annexe II du rapport du Secrétaire général en date du 13 novembre 1997, dès que le Secrétaire général lui aura fait savoir

que le processus d'identification a atteint un stade auquel le déploiement de ces personnels est essentiel;

5. *Demande* aux Gouvernements marocain, algérien et mauritanien de conclure des accords sur le statut des forces avec le Secrétaire général et *rappelle* qu'en attendant la conclusion de ces accords, c'est l'accord type sur le statut des forces en date du 9 octobre 1990 (A/45/594) qui s'applique à titre provisoire, ainsi qu'il est prévu dans la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, tous les 30 jours à partir de la date de prorogation du mandat de la MINURSO, un rapport sur l'application du plan de règlement et des accords auxquels sont parvenues les parties, de le tenir régulièrement au courant de tous faits nouveaux importants durant la période intérimaire et, le cas échéant, de l'informer de la viabilité du mandat de la MINURSO;

7. *Décide* de demeurer saisi de la question.»

#### IV. Examen par l'Assemblée générale

24. À la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, plusieurs représentants ont évoqué la question du Sahara occidental dans la déclaration qu'ils ont faite pendant le débat général.

25. À sa 2e séance, le 30 septembre 1997, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de l'Assemblée générale a décidé d'avoir un débat général unique concernant entre autres le point 18 de l'ordre du jour, intitulé «Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux», qui engloberait la question du Sahara occidental. Pour l'examen de cette question, la Commission disposait notamment du rapport du Secrétaire général (A/52/364 et Add.1), soumis en application de la résolution 51/143 de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1996.

26. À sa 5e séance, le 9 octobre 1997, la Quatrième Commission a entendu quatre pétitionnaires sur la question du Sahara occidental, dont le représentant du Front POLISARIO (A/C.4/52/SR.5). Dans sa déclaration, celui-ci a fait observer que de nouvelles perspectives apparaissaient maintenant que l'on était sorti de la dangereuse impasse qui avait bloqué le processus de paix au Sahara occidental. Tout donnait à penser que la communauté internationale aurait vraiment la possibilité de trouver une solution juste et définitive au problème de la décolonisation au Sahara occi-

dental. La décision du Secrétaire général de faire de M. James Baker III son Envoyé personnel pour le Sahara occidental en le chargeant de débloquent la situation avait été bien accueillie par le Front POLISARIO, qui souhaitait réaffirmer sa volonté de coopérer pour assurer le succès de cette mission. À l'issue des pourparlers directs menés entre le Maroc et le Front POLISARIO, les deux parties avaient conclu des accords de nature à permettre de surmonter les problèmes qui avaient empêché jusque-là l'application du plan de paix ou risquaient de le faire.

27. Des progrès tangibles avaient été accomplis en vue d'engager le référendum au Sahara occidental dans la bonne voie. À l'impasse avait succédé une nouvelle dynamique positive, qui pouvait et devait impérativement déboucher sur un référendum dont la crédibilité serait incontestable pour le peuple sahraoui et, partant, pour la communauté internationale. Le Comité spécial des Vingt-Quatre, et donc la Quatrième Commission, cherchaient depuis 30 ans à atteindre ce résultat. Ces deux organes devaient trouver une source de réconfort dans le fait que leur persévérance à défendre le processus de décolonisation au Sahara occidental, en particulier pendant ses moments les plus difficiles, semblait finalement pouvoir aboutir à des résultats concrets.

28. À ce moment décisif, l'ONU et l'OUA avaient le devoir impérieux de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour que les accords conclus par le Front POLISARIO et le Maroc, en grande partie grâce à la persévérance de la Commission et à la médiation d'un éminent homme d'État, puissent jeter les bases d'une nouvelle dynamique que rien ni personne ne devrait pouvoir arrêter jusqu'à ce qu'une solution juste et définitive soit trouvée.

29. À la 7e séance de la Commission, le 13 octobre 1997, le Représentant permanent du Maroc a dit que son pays n'avait pas sollicité l'audition de pétitionnaires. Il aurait pu demander à des évadés des camps de la Hamada de venir exposer à la Commission leurs tribulations au cours d'années de réclusion, de privation et de misère. Le Maroc supposait en effet qu'à la suite des pourparlers de Lisbonne, de Londres et de Houston, menés avec le concours de M. Baker, une nouvelle étape était franchie, que l'autre partie allait se réjouir de voir le processus sortir de l'impasse qui lui était imputable, comme l'indiquait le rapport du Secrétaire général de novembre 1995.

30. Les pétitionnaires que la Commission avait entendus avaient bien parlé du recensement espagnol de 1974, mais ils avaient omis de souligner que les pourparlers de Houston avaient confirmé que le recensement n'était qu'un critère d'éligibilité parmi d'autres. Ils avaient également mentionné partiellement le phénomène reconnu des exodes de popula-

tions vers le nord, mais non les témoignages apportés par les auteurs de l'opération «Écouvillon» menée en 1958, au cours de laquelle près de 40 000 Sahraouis avaient fui vers le nord, comme l'indiquait un ouvrage de M. Patrick Reneau intitulé «Combats sahraouis». Un fait indiscutable avait été passé sous silence : les combattants pourchassés par deux armées utilisant aussi l'aviation ne pouvaient que se diriger vers le nord. Au sud, en effet, la Mauritanie n'était pas encore indépendante et, à l'est, l'Algérie non plus.

31. Pour que le processus du référendum reprenne son cours, le Maroc avait accepté, sur l'invitation du Secrétaire général et avec le concours de M. Baker, de prendre contact avec les représentants actuels d'une partie de la population sahraouie retenue dans les camps de la Hamada. Le Maroc avait participé aux pourparlers de Lisbonne, de Londres et de Houston qui avaient permis de mettre en évidence les points du plan de règlement. Grâce au concours de M. Baker, nul ne pourrait remettre en cause les règles clairement soulignées quant au droit des Sahraouis d'être identifiés là où ils se trouvaient; le Maroc était convaincu que les éclaircissements apportés aux autres objectifs du plan et à ses composantes, s'agissant notamment du problème du cantonnement, des réfugiés, et des prisonniers, ainsi que du code de conduite, seraient respectés de part et d'autre.

32. Le Maroc continuerait, comme par le passé, à coopérer avec la MINURSO pour l'organisation du référendum. Le référendum prouverait que la marocanité du Sahara n'était pas seulement juridique ou historique, mais qu'elle était aussi l'expression de l'attachement d'une partie du peuple marocain à la nation, à son royaume et à son roi.

33. Bien que persuadée que la question relevait exclusivement du Conseil de sécurité, la délégation marocaine s'était employée à faciliter la mise au point d'un texte de compromis. Elle expliquerait sa position lors de l'examen du projet de résolution sur la question.

34. À la 4e séance de la Commission, le 8 octobre 1997, le Représentant permanent de l'Algérie a déclaré qu'au Sahara occidental, où un peuple fier et courageux réclamait depuis plus de 20 ans que soit reconnu son droit à l'autodétermination, une nouvelle dynamique s'était déclenchée après des années de blocage. Le Secrétaire général, en nommant M. James A. Baker III son Envoyé personnel, avait beaucoup contribué à déclencher ce processus. Les progrès obtenus par le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO au cours de cinq séries de pourparlers directs avaient permis de conclure un accord global sur les questions en souffrance qui, jusque-là, avaient empêché la mise en oeuvre du plan de règlement. Les deux parties avaient aussi confirmé officiellement qu'elles étaient prêtes à coopérer avec l'ONU qui, dans le plan de

règlement, était chargée d'organiser et de conduire un référendum libre de toute contrainte tant pour les participants que pour les observateurs accrédités. L'Assemblée générale devait demeurer vigilante et continuer de jouer un rôle essentiel en appuyant l'application du plan de règlement et en apportant un soutien politique et moral au Conseil de sécurité et au Secrétaire général dans leurs efforts pour organiser dès que possible le référendum tant attendu sur l'autodétermination.

35. L'Algérie, en sa qualité de pays voisin et d'observateur officiel, continuerait d'épauler résolument le Secrétaire général et son Représentant spécial dans leurs efforts pour appliquer le plan de règlement et les accords conclus à Houston. Le processus de paix au Sahara occidental avait atteint un point décisif. La Commission et l'Assemblée générale devaient donc prendre note des faits qui avaient eu lieu, réaffirmer la responsabilité de l'ONU envers la population du Sahara occidental et renouveler leur appui aux efforts déployés par le Secrétaire général pour faire appliquer le plan de règlement. Elles devaient aussi prier instamment le Royaume du Maroc et le Front POLISARIO de poursuivre leur coopération au même niveau et de respecter leurs engagements. La population du Maghreb espérait que les deux parties appliqueraient sincèrement les accords conclus à Houston et que la paix et la concorde régneraient dans la région.

36. À sa 9e séance, le 27 octobre 1997, la Commission a adopté sans vote un projet de résolution intitulé «Question du Sahara occidental» (A/C.4/52/L.5). On trouvera dans le rapport que la Commission a soumis à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale à ce sujet (A/52/613) un compte rendu détaillé de l'examen de la question.

37. À la même séance, après l'adoption du projet de résolution, le Représentant permanent du Maroc a dit que son pays avait toujours considéré le Sahara occidental comme faisant partie intégrante de son territoire et, depuis l'indépendance, avait essayé de rentrer en sa possession, entre autres avec l'assistance de l'ONU. Tout en maintenant les réserves que sa délégation émettait traditionnellement au sujet de la compétence de l'ONU et du cadre des débats, il appuyait le projet de résolution et continuerait de coopérer pleinement avec l'ONU à la mise en oeuvre du plan de règlement.

38. Le 10 décembre 1997, sur la recommandation de la Quatrième Commission, l'Assemblée générale a adopté, sans la mettre aux voix, la résolution 52/75 intitulée «Question du Sahara occidental», dont le dispositif se lit comme suit :

«1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;

2. *Prend note avec satisfaction* des accords conclus pour mettre en oeuvre le plan de règlement par le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro au cours des pourparlers privés directs qu'ils ont eus sous les auspices de M. James Baker III, Envoyé personnel du Secrétaire général, et invite instamment les deux parties à appliquer ces accords pleinement et fidèlement;

3. *Exhorte* les deux parties à poursuivre leur collaboration avec le Secrétaire général et son Envoyé spécial et à éviter toute initiative qui pourrait compromettre l'exécution du plan de règlement et des accords concernant sa mise en oeuvre;

4. *Rend hommage* au Secrétaire général et à son Envoyé personnel pour les efforts qu'ils ont déployés pour faire conclure ces accords, et aux deux parties pour l'esprit de coopération dont elles ont fait montre, en les engageant à poursuivre leur collaboration de manière que le plan de règlement puisse être rapidement mis en oeuvre;

5. *Réaffirme* la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis du peuple du Sahara occidental, telle qu'elle est stipulée dans le plan de règlement;

6. *Réaffirme son appui* aux efforts que le Secrétaire général continuera de déployer en vue de l'organisation et du contrôle par l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux résolutions 658 (1990) et 690 (1991) du Conseil de sécurité, par lesquelles celui-ci a approuvé le plan de règlement de la question du Sahara occidental;

7. *Prend note* de la résolution 1131 (1997) du Conseil de sécurité;

8. *Pride* Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à examiner la situation au Sahara occidental en ayant à l'esprit la mise en oeuvre effective en cours du plan de règlement, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-troisième session;

9. *Invite* Secrétaire général à lui présenter à sa cinquante-troisième session un rapport sur l'application de la présente résolution.»



## V. Autres faits nouveaux

39. Le 27 mars 1998, la Commission des droits de l'homme a approuvé, sans la mettre aux voix, une résolution sur la question du Sahara occidental dans laquelle elle a pris note avec satisfaction des accords conclus entre les parties au cours des pourparlers privés directs qu'elles avaient eus sous les auspices de M. James Baker III, incité instamment les parties à appliquer ces accords pleinement et les a exhortées à poursuivre leur collaboration avec le Secrétaire général et son Envoyé personnel et à «éviter toute initiative qui pourrait compromettre l'exécution du plan de règlement et des accords concernant sa mise en oeuvre».

### *Note*

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-cinquième année, Supplément d'avril, mai et juin 1990*, document S/21360; et *ibid.*, *quarante-sixième année, Supplément d'avril, mai et juin 1991*, document S/22464.

---